

### Solicitation 100016622A – QA #3

#### Q1)

En examinant la documentation, je constate que M-5 pour l'Ouest du Canada et M-4 pour l'État du Nunavut

*"Doit avoir la capacité de fournir des services dans TOUS les lieux énumérés aux annexes A1 et A2 en indiquant clairement cette capacité dans sa proposition".*

La même exigence concernant la capacité est également notée pour le personnel bilingue, M-3 dans les deux documents :

*"Doit fournir les noms et les copies des vérifications de casier judiciaire des agents de sécurité proposés (le nom et la copie de la vérification du casier judiciaire doivent être soumis à la clôture de l'appel d'offres)".*

En suivant ces critères obligatoires dans les critères cotés par points R-3 pour les deux demandes, le soumissionnaire doit indiquer le nombre d'agents de sécurité disponibles. Pour l'ouest du Canada, le système de notation à passer est de 21-30 gardes.

Cela semble être en contradiction directe avec l'exigence obligatoire selon laquelle nous devons avoir la capacité de remplir tous les lieux conformément aux exigences linguistiques et fournir des vérifications des références criminelles de tous les gardes.

Veillez m'expliquer comment ces exigences apparemment contradictoires doivent être gérées. D'après ce que je comprends du processus d'évaluation, si je ne fournis pas 102 noms et vérifications des références criminelles pour la région de l'Ouest et 3 pour le Nunavut, je serai disqualifié bien que je sois capable de satisfaire aux critères R-3

#### R1)

M-4 et M-5 des appels d'offres respectifs sont des critères obligatoires qui doivent être remplis pour être jugés conformes, montrant la capacité du fournisseur à fournir des services dans ces lieux - les critères obligatoires (M4 et M5) ont la priorité sur les critères cotés dans R-3.

Le raisonnement qui sous-tend les exigences jugées contradictoires est dû au fait que le Corps canadien des commissionnaires détient le droit de premier refus pour tous les services d'agents de sécurité au Canada. La présente demande d'offre à commandes est mise en place à titre de mesure d'urgence, dans les cas où le Corps canadien des commissionnaires ne peut fournir de services dans les endroits énumérés aux annexes A1 et A2.

Ex : certaines entreprises peuvent avoir moins de ressources que le nombre total d'emplacements énumérés dans les annexes parce que de multiples ressources sont situées dans un emplacement central qui peut être envoyé à d'autres emplacements selon les besoins.

#### Q1)

In reviewing the documentation I note that M-5 for Western Canada and M-4 for Nunavut state

*“Must have the capacity to provide services in ALL locations listed in Appendix A1 & Appendix A2 by clearly stating this capability within their proposal.”*

The same requirement regarding capacity is also noted for bilingual staffing, M-3 in both documents state:

*“Must provide the names and copies of police record checks held by the proposed security guards (the name and copy of police record check must be submitted at bid closing)”*

Following these mandatory criteria in the point rated criteria R-3 for both asks that the bidder state the number of security guards available. For western Canada the rating system to pass is 21-30 guards.

This appears to be in direct contradiction to the mandatory requirement that we must have capacity to fill all locations as per the language requirements of the language and provide criminal reference checks of all guards.

Please explain to me how these apparent contradictory requirements are to be managed. As I understand the evaluation process, if I do not provide 102 names and criminal reference checks for the Western Region and 3 for Nunavut, I will be disqualified despite being able to pass the R-3 criteria

#### **A1)**

M-4 & M-5 of the respective solicitations are mandatory criteria that must be met in order to be deemed compliant, displaying the capability of the vendor to provide services in these locations – the mandatory criteria (M4 & M5) takes precedence over the rated criteria in R-3.

The reasoning behind the deemed contradictory requirements is due to the fact that The Canadian Corps of Commissionaires hold the Right of First Refusal for all security guard services throughout Canada. This Request for Standing Offer is being put into place as a contingency, in situations where The Canadian Corps of Commissionaires cannot provide services in the locations listed in Appendix A1 & A2.

Ex: some companies may have less resources than the total number of locations listed in the Appendix's due to multiple resources being located in a central location that may be dispatched to other locations on an as-needed basis.

---

#### **Q2)**

Il est rédigé selon les critères techniques obligatoires, M-4 :

*"doit fournir les noms et les copies des vérifications de casiers judiciaires détenues par les agents de sécurité proposés".*

Conformément à l'annexe A1, il existe de nombreux sites répartis dans l'Ouest canadien, chacun avec une ville différente, que nous doterions d'un ensemble différent de gardes.

Souhaitez-vous que nous fournissions une vérification du casier judiciaire pour chacun de ces employés, sur 51 sites géographiques différents ? Nous pourrions potentiellement utiliser des dizaines d'employés différents pour chaque province, de sorte que le nombre de CV que nous soumettrions pourrait être écrasant.

#### **R2)**

Oui, vous devez inclure une vérification du casier judiciaire pour toutes les ressources proposées conformément à la section M-4.

**Q2)**

Under the mandatory technical criteria, M-4, it is written:

*"must provide the names and copies of police record checks held by the proposed security guards".*

As per appendix A1, there are many sites spread across Western Canada, each with different city that we would staff with a different set of guards.

Did you want us to provide a criminal record check for each of these employees, across 51 different geographic sites? We could potentially use dozens of different staff for each province so the amount of resumes that we would submit may be overwhelming.

**A2)**

Yes, you must include criminal record checks for all proposed resources as per M-4.

.....

**Q3)**

Pour M1 : demandez-vous des licences individuelles pour les agents de sécurité de nos gardes OU demandez-vous notre licence de sécurité commerciale en tant que société pour chaque province individuelle.

Pour M3 : demandez-vous des lettres d'habilitation de la pour chaque province que nous desservons ? Il est écrit "fédéral", mais je dois admettre que c'est la première fois que j'entends parler d'un "service fédéral d'indemnisation des travailleurs".

**R3)**

Pour M1, nous demandons la licence de sécurité commerciale.

Pour M3, nous demandons la lettre d'autorisation de la Indemnisation des travailleurs pour une seule province/un seul territoire parmi les provinces énumérées à l'annexe A1 et à l'annexe A2. M3 sera modifié pour définir clairement ce point, au lieu du Service fédéral d'indemnisation des accidents du travail.

**Q3)**

For M1: are you asking for individual security workers licenses of our guards OR are you asking for our business security license as a company for each individual province.

For M3: are you asking for WCB Clearance Letters for each Province we service? It says "federal" but I must admit, this is the first time I'm hearing of a "Federal Workers Compensation Service".

**A3)**

For M1, we are requesting for the business security license.

For M3, we are requesting Workers Compensation clearance letter for a single Province/Territory within the provinces listed in Appendix A1 and Appendix A2. M3 will be amended to clearly define this, instead of Federal Workers Compensation Service.

---

**Q4)**

Annexe C - Exigences en matière d'assurance - Responsabilité civile excédentaire commerciale Une assurance responsabilité civile excédentaire est requise pour un montant minimum de 2,000,000\$.

Notre assurance régulière prévoit une responsabilité générale de [REDACTED] et une responsabilité professionnelle supplémentaire de [REDACTED]

Notre soumission précédente a été rejetée sur ce point d'assurance car elle a été jugée non conforme à vos exigences d'"assurance responsabilité excédentaire". Pouvez-vous confirmer que notre soumission de [REDACTED] de responsabilité générale et de [REDACTED] de responsabilité professionnelle répond et est acceptable pour vous et pour cette DP

**R4)**

La police doit indiquer clairement qu'il s'agit d'une police commerciale de responsabilité civile excédentaire.

**Q4)**

Annex C – Insurance Requirement – Commercial Excess Liability Excess liability insurance is required for minimum of \$2,000,000.

Our Regular insurance provides [REDACTED] general liability with additional [REDACTED] of professional liability.

Our previous submission was rejected on this insurance item as it was deemed not to comply with your requirements of “excess liability insurance”, can you confirm our submission of [REDACTED] general liability and [REDACTED] professional liability meets with and is acceptable for you and for this RFP

**A4)**

The policy must clearly indicate that it is a Commercial Excess Liability Policy.

---

**Q5)**

Il semble que le site Web du CIPC soit réservé aux seuls organismes chargés de l'application de la loi et que, par conséquent, Blackbird Security Inc. n'ait pas accès à ces informations. Nous avons contacté les responsables de l'enregistrement et leur réponse a été la suivante : "L'enregistrement sur le site web public du CIPC ne vous donnera pas d'informations plus détaillées auxquelles vous avez actuellement accès à l'adresse [app.cpic-cipc.ca/English/search.cfm](http://app.cpic-cipc.ca/English/search.cfm). L'inscription est limitée aux organismes d'application de la loi pour les bases de données hors ligne".

**R5)**

Les vendeurs pourraient obtenir des vérifications de dossiers de police par l'intermédiaire de leur bureau de police local, qui a accès au CIPC.

**Q5)**

It looks like the CPIC website is only limited to law enforcement agencies and thus, Blackbird Security Inc. does not have access to this information. We contacted the registration and their response was " Registration to the CPIC public website would not give you more detailed information that you currently have access to at [app.cpic-cipc.ca/English/search.cfm](http://app.cpic-cipc.ca/English/search.cfm). Registration is limited to law enforcement agencies for offline databases."

**A5)**

Vendors would be able to obtain police records checks through their local police office, who have access to the CPIC.

\*\*\*\*\*

**Q6)**

Cela étant dit, il semble qu'il ne contienne que des vérifications de casiers judiciaires (accès public) d'armes à feu, de biens, de bateaux, de moteurs de bateaux et de vélos - ce dont nous ne sommes pas sûrs en ce qui concerne les exigences de sécurité.

**R6)**

Le CIPC permet également de vérifier les dossiers de police personnels.

**Q6)**

With that being said, it looks like it only contains police record checks (public access) of firearms, property, boat, boat motors, and bicycle - which we're not sure how this is applicable for security requirements.

**A6)**

The CPIC provides personal police record checks also.

\*\*\*\*\*

**Q7)**

Je me demandais si les vérifications d'antécédents provinciales comme ici : <https://justice.gov.bc.ca/cso/esearch/criminal/partySearch.do> seraient suffisantes pour le RFP ? Si ce n'est pas le cas, veuillez nous indiquer comment obtenir les vérifications de casiers judiciaires du CIPC.

**R7)**

Non, veuillez vous référer aux questions 5 et 6 pour les réponses.

**Q7)**

I was wondering if the provincial background checks such as from here: <https://justice.gov.bc.ca/cso/esearch/criminal/partySearch.do> would be sufficient for the RFP? If not, please provide us with guidance on how we can obtain the CPIC Police Record Checks.

**A7)**

No, please refer to Q5 and Q6 for answers.